

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 33 (2006)
Heft: 2

Artikel: Pauvreté en Suisse : "Il manque une volonté politique de lutter contre la pauvreté."
Autor: Eckert, Heinz / Schmid, Walter
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-912394>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 14.03.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

«Il manque une volonté politique de lutter contre la pauvreté.» Que la Suisse compte un million de pauvres ou seulement 600 000, la pauvreté augmente chaque année et devient un réel problème pour notre pays. Dans un entretien accordé à la «Revue Suisse», Walter Schmid, Recteur de la Hochschule für soziale Arbeit, explique comment endiguer la paupérisation en Suisse. Interview: Heinz Eckert

«Revue Suisse»: Les chiffres de Caritas sont effrayants. La Suisse compte-t-elle vraiment un million de pauvres?

Walter Schmid: Il n'est pas possible, mathématiquement, de définir exactement l'importance de la pauvreté en Suisse. Cela dit, un million me semble exagéré, car ce nombre comprend aussi tous les bénéficiaires de prestations complémentaires, qui vivent certes chichement, mais ne sont pas pauvres pour autant. Il faudrait plutôt parler de 600 000. Mais peu importe qu'il s'agisse d'un million ou d'un demi-million, le fait est que la pauvreté est désormais un sujet d'actualité en Suisse.

D'où viennent ces chiffres?

Sont habituellement considérés comme pauvres ceux dont le revenu est équivalent ou inférieur à la moitié du revenu moyen d'un pays. Ainsi, la limite du seuil de pauvreté se situe à 2500 francs pour une personne seule et 4500 francs pour une famille de quatre personnes.

Ne craint-on pas l'abondance de cas non recensés?

Il est très difficile d'établir une statistique nationale en matière de pauvreté du fait des nombreuses différences cantonales dans la gestion des affaires sociales. Par ailleurs, au niveau fédéral, aucun intérêt notoire n'est perceptible – depuis longtemps – quant à un relevé statistique de la pauvreté en Suisse. Ça ne peut plus durer. Une statistique en matière d'aide sociale sera publiée cette année encore. En ce qui concerne les cas non recensés, on part de l'idée qu'environ 40% des bénéficiaires de l'aide sociale potentiels n'en demandent pas et tentent de s'en sortir sans recourir à l'assistance publique.

Est-ce une attitude propre à la Suisse?

Il est possible que la crainte de s'adresser au service social existe davantage en Suisse qu'à l'étranger. A cela s'ajoute que l'assistance est gé-



Walter Schmid, président de la Conférence suisse des institutions d'action sociale

rée au niveau communal et qu'il est impossible – surtout dans les campagnes – de se rendre au bureau du service social sans subir le regard de l'autre. Avec un système d'assurance nationale, le nombre de demandeurs augmenterait considérablement. Les cas non recensés sont ainsi plus nombreux chez nous qu'ailleurs.

En Suisse, la pauvreté suscite-t-elle encore la honte?

Souffrir de pauvreté dans un pays aussi riche que la Suisse laisse évidemment des traces. Il est plus facile d'être pauvre dans un pays où l'indigence est fréquente, car les nécessiteux ont le même destin que beaucoup d'autres. En Suisse, la pauvreté est encore assimilée à l'échec personnel, ce qui ne favorise guère la lutte contre

la paupérisation. Il n'en reste pas moins que la plupart des pauvres n'en sont pas arrivés là par leur faute.

En quoi la définition de la pauvreté a-t-elle changé du fait de l'évolution économique?

Il y a 80 ans, en Suisse, on définissait la pauvreté sur la base du nombre de calories dont un homme avait besoin quotidiennement pour survivre. Aujourd'hui, le téléphone, voire le lave-linge et même la voiture – en Amérique où les distances sont énormes – sont devenus monnaie courante. Les besoins diffèrent d'un pays et d'une société à l'autre. Mais la pauvreté, elle, reste assimilée à un niveau de vie très modeste.

Comment la pauvreté a-t-elle évolué en Suisse?

L'image de la pauvreté dépend fortement de la manière dont une société la gère. Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, en Suisse comme ailleurs, la pauvreté des personnes âgées constituait un problème de taille, que notre pays est parvenu à résoudre en grande partie en introduisant l'AVS et – surtout – les prestations complémentaires, qui évitent à des centaines de milliers d'ânés de sombrer dans la misère. Certains peuvent ainsi, même sans être fortunés, passer leurs vieux jours dans une maison de retraite susceptible de coûter jusqu'à 7000 francs par mois. Gageons que nous saurons maintenir ces acquis sociaux.

Aujourd'hui, c'est le chômage qui génère la pauvreté. Comment y remédier?

La question est de savoir comment un pays gère le risque qui menace des milliers de personnes en âge de travailler de ne pas trouver d'emploi rémunéré et de ne pas pouvoir s'assumer financièrement. Une chose est sûre: actuellement, les moyens dont nous disposons ne nous permettent pas de résoudre le problème. L'Etat ne devrait, par exemple, pas intervenir dans les structures salariales, ni offrir d'emplois susceptibles de concurrencer l'industrie.

La Suisse manque-t-elle d'engagement socio-politique?

Il manque une volonté de lutter contre l'augmentation de la pauvreté. Nous disposons bien de services d'assistance sociale, mais chacun d'entre eux est considéré isolément, et les projets de révision ne visent la plupart du temps que des objectifs d'économie ou le maintien des acquis sociaux. On ne se demande en revanche

jamais si, considérées globalement, ces mesures pourraient permettre d'endiguer la paupérisation et de créer un équilibre social, question qui devrait précisément être au centre des débats. Un exemple: l'assurance-invalidité n'a pas pour unique objectif de verser une rente aux handicapés, mais devrait, dans toute la mesure du possible, favoriser leur réintégration professionnelle. Les discussions ne portent presque toujours que sur les montants alloués, sans jamais évoquer d'objectif socio-politique que cet argent devrait permettre d'atteindre.

A quoi l'absence de tout engagement est-elle due?

La pression est-elle encore trop faible?

Les conditions-cadres qui gèrent notre marché fortement libéralisé entravent la concrétisation de certains objectifs socio-politiques. Il n'existe par exemple presque aucun moyen d'affecter des personnes diminuées de manière utile et rentable pour la société et l'économie, ce qui résume le problème. La politique est prisonnière de l'idéologie selon laquelle il n'est plus possible d'imposer aucune obligation à l'économie et que l'Etat ne doit – en outre – pas agir en concurrent de la libre entreprise. S'y ajoute la concurrence internationale. A l'échelle nationale, toute tentative est désormais liée au risque de voir des places de travail être transférées à l'étranger. La marge de manœuvre dont dispose la politique sociale nationale se réduit comme peau de chagrin.

Si elle augmente encore, la pauvreté deviendra certainement un problème politique...

Régulièrement des voix s'élèvent, prédisant un chamboulement. Mais je n'y crois pas. La Suisse est trop riche pour que les événements puissent prendre une telle tournure. Même dans les pays les plus pauvres comme la Roumanie, la pauvreté n'a jamais engendré de révolution. Et la Suisse n'a encore rien de comparable avec la Roumanie.

Dans quelle mesure l'endettement personnel contribue-t-il à la pauvreté?

Cette question a plusieurs aspects. Au sein de notre société, la consommation apparaît comme un symbole de réussite – une porte ouverte vers l'endettement, surtout pour les jeunes –, d'autre part, elle favorise l'endettement des jeunes. Et nombreux sont ceux dont les dettes sont tellement hautes qu'ils ne peuvent plus les rembourser. Souvent également, certains s'endettent pour éviter de dépendre de l'assistance sociale. Ces dettes mettent aussi en péril les relations sociales, car qui est endetté envers ses proches et amis évite leur contact et perd ainsi toute stabilité sociale. Il est donc capital d'adopter une démarche préventive, surtout avec les jeunes, et d'attirer sans cesse leur

attention sur les dangers liés à un endettement croissant. Les petites opérations de crédit ne sont certes pas la cause de la pauvreté, mais elles contribuent à en accélérer le processus.

La pauvreté en Suisse est-elle un problème ou un phénomène normal?

La pauvreté est sans nul doute un problème pour la Suisse, surtout du fait qu'elle augmente. Plus aussi vite que ces dernières années, certes, mais elle touche de plus en plus de monde. Et ce, alors que l'aisance croît aussi. Tandis que les riches gagnent toujours plus, la limite du seuil de pauvreté s'élève en permanence. Le fossé ne cesse de s'agrandir, la pression se fait sentir du haut vers le bas, et la tendance à l'exclusion s'intensifie.

La faute à la réduction du marché du travail et à l'augmentation des bénéfices des entreprises?

La disparition des emplois joue certainement un rôle important. Et aucune politique familiale ne vient freiner la tendance. Nous en avons pourtant besoin d'une, qui aide les familles à faible, voire très faible revenu, à élever et instruire leurs enfants. Mais la majeure partie des dépenses sociales vont à l'aide aux aînés. D'autre pays font exactement l'inverse et investissent davantage dans la politique familiale.

De quoi souffre donc notre politique sociale?

La politique est enfermée dans un schéma de pensée qui l'empêche littéralement de changer d'optique. Par exemple, où mènent les débats sur l'augmentation de l'âge de la retraite? Nulle part tant que nous n'entreverrons aucune possibilité judicieuse d'employer professionnelle-

ment les personnes plus âgées. Il faut donc en premier lieu concrétiser des modèles de travail judicieux eux aussi.

Quelles sont vos priorités en matière de politique sociale? Que faudrait-il impérativement entreprendre et mettre en œuvre?

Il faudrait commencer par introduire – c'est le plus urgent – des prestations complémentaires destinées aux familles à faible revenu. On obtiendrait déjà un résultat très probant sans beaucoup dépenser pour autant. Il ne s'agirait alors pas d'élucider quelles ont été les erreurs des concernés, mais plutôt de les aider à élever convenablement leurs enfants. De même, les subsides de formation – actuellement insignifiants – devraient être revus à la hausse, de manière à offrir davantage de chances aux jeunes. Ensuite, il faudrait absolument multiplier les possibilités de travail pour les jeunes et les moins jeunes et, enfin, introduire des prestations complémentaires pour la population active dont le salaire est inférieur au minimum vital.

Pourquoi ces revendications ont-elles tant de peine à être entendues?

En Suisse – mais pas uniquement –, la politique économique et sociale se heurte à des blocages intellectuels. Les sacro-saintes lois du système économique actuel semblent immuables. Mais en fait, elles ne sont qu'une forme de jeu servant à structurer la vie économique et sociale. Ce mode de pensée unidimensionnel empêche l'élaboration de toute solution progressiste, moderne et efficace susceptible de résoudre de nombreux problèmes.

CARITAS: UN MILLION DE PAUVRES

■ Le chiffre avancé par Caritas au début de l'année choque: la Suisse compterait 1 million de pauvres. Caritas fonde son estimation sur les normes en matière de pauvreté de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS) et sur les chiffres de l'Office fédéral de la statistique. Ce dernier estime, selon le nombre de ménages «working poor» recensés en 2003, que la pauvreté touche près de 230 000 enfants, 600 000 personnes âgées de 19 à 64 ans et 200 000 retraités. Au total, l'estimation du

nombre de pauvres que compte la Suisse dépasse le million, un chiffre qui sera précisé cette année encore, lorsque l'Office fédéral de la statistique aura – pour la première fois – publié le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale à l'échelle nationale.

LES ACTIVITÉS DE LA CSIAS

■ La CSIAS a débuté en 1905 en tant que «Conférence des institutions d'assistance aux pauvres», avant d'évoluer pour devenir la «Conférence suisse des instances d'assistance publique» qui, dans les années soixante, a publié les premières «Normes relatives

au soutien au sein de l'assistance», que le monde professionnel a tôt fait d'adopter comme standards déterminants pour le concept et le calcul de l'aide sociale. En tant qu'association faitière, la CSIAS vit des expériences et de la collaboration des professionnels et des autorités de l'aide sociale. Les autorités sociales des communes et des villes constituent ainsi une part importante des membres CSIAS, dont les normes contribuent à uniformiser l'aide sociale en Suisse. Aujourd'hui, leur développement constitue une activité clé de l'association.